

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :
Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
PARIS — 5, rue Rodier. — PARIS

ADRESSER LETTRES ET MANDATS
A L'ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ
RENÉ CHAUVIN

ÉLECTIONS DU 31 JUILLET

LES RÉSULTATS

Aisne	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Bohain. — Garnier	2634 ball.
Allier	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Montluçon (ouest). — Dormoy	Elu.
Cérilly. — Morillon .....	.....
Hérisson. — Auriche .....	.....
Bourbon-l'Archambault. — Lauzet	Ball.
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Montluçon (est). — Berthet .....	.....
Commentry. — Dumazet .....	.....
Huriel. — Marsallon .....	.....
Aube	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Troyes (1 ^{er} canton). — Lozach	627
— (3 ^e —) — J. Grée	550
Romilly. — H. Millet	1445
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Troyes (2 ^e canton). — Noire	895
Les Riceys. — Grados	642
Aude	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Narbonne. — Aldy	3863 Elu.
Aveyron	
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Millau. — Artières	779
Bouches-du-Rhône	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Marseille (2 ^e canton). — M. Boyer	1234 ball.
— (5 ^e —) — Cayol	1403
Chalvet	566
— (7 ^e cant.) — Flaissières	3482 Elu.
— (8 ^e —) — Jullien	445 ball.
La Ciotat. — Gassion	1475 Elu.
Aix (canton sud). — Blanchard	306
Peyrolles. — Chavernac	209
Eyguières. — Remondin	477
Saint-Rémy. — Chieusse	229
Trets. — Noël	116
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Marseille (1 ^{er} cant.) — Bayle	680 ball.
— (3 ^e cant.) — Guichet	4270 Elu.
— (4 ^e cant.) — Bron	829
Bicay	597
— (6 ^e cant.) — Gavary	1359 ball.
Aix (canton nord). — Bajolle	327
Gardannes. — Michel	145
Aubagne. — Clément Mary	720
Roquevaire. — Michel	901 ball.
Corse	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Bastia (Terra-Vecchia). — Orsini .....	.....
Deux-Sèvres	
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Thouars. — Quillet .....	.....
— Thison .....	.....
Gard	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Alais (c. est). — Marius Devèze	1571
Bessèges. — Bracourt	1268
Saint-Hippolyte-du-Fort. — Martin	673
Aignes-Mortes. — Arnaud	280
Saint-Chaptes. — Boisson	29
Lédignan. — Dr Delon	448 Ball.
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Alais (ouest). — Comte	793 Ball.
Nîmes (2 ^e canton). — Guigues	389 Ball.
Sommières — Allier	332
Rebuffat	202
Vauvert. — Roux-Martin	587
Beaucaire. — Faysse	602 Ball.
Sauve. — Planthié	661 Elu.
Gironde	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Bordeaux (1 ^{er} cant.) — Bourdin	218
— (3 ^e cant.) — Lafont	79
— (5 ^e cant.) — Moty	442
— (7 ^e cant.) — Camelle	1365 Elu.

Branne. — Descrambes	293
Pujols. — Maurin	802
Pessac. — Tergan	128
Saint-Savin. — Giraut	252
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Bordeaux (2 ^e cant.) — Garrigues	121
— (4 ^e cant.) — Pouillès	84
— (6 ^e cant.) — Bousquet	763
Sainte-Foy. — Monnier	198
Libourne. — Martin	442
Haute-Garonne	
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Toulouse (Nord). — Dr Bach	1142
Haute-Vienne	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Eymoutiers. — E. Treich	528
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Laurière. — Bourlaud	423
Hérault	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Cette. — Euzet	2771 Elu.
Lunel. — Bataille	872
Montpellier (2 ^e cant.) — Marchal	1461
Florensac. — Chamayou	382
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Montpellier (3 ^e canton). — Bories	769
Béziers (1 ^{er} canton). — Rouquet	1235 ball.
Agde. — Muratet	706 ball.
Roujan. — Pelegry	328
Bédarieu. — Poux	502 ball.
Indre	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Issoudun (Nord). — Bonjour	1371 Elu.
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Issoudun (Sud). — Couturier	1151 Elu.
Chateauroux. — Augras .....	.....
Isère	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Grenoble (canton sud). — Dognin	1388
Sassenage. — Degeorge	176
Voiron. — Baret	855
Le Touvet. — Canaud	112
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Grenoble (canton est). — Ribaud	949 Ball.
— (cant. nord). — A. Girard	683
Tullins. — Cartier	443 Ball.
Loire	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Saint-Etienne (n.-est). — Sagnol	1219 Ball.
— (n.-ouest). — Chausse	635
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Saint-Etienne (n.-o.). — Simonnet	1456 Ball.
— (s.-e.). — Thibaudier	1417 Ball.
Lot-et-Garonne	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Agen (2 ^e canton). — Dubos	883 Ball.
Seyches. — Bazin	1200 Elu.
Marne	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Epervay. — Docteur Péchadre	2151 Elu.
Nord	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Lille (canton nord). — Delesalle	2261
— (centre). — Samson	1513 ball.
— (sud). — Devernay	2457 ball.
— (ouest). — Hioncquiert	1375
Haubourdin. — Dumortier	1180
Roubaix (nord). — Lepers	3926
— (ouest). — Desbarbieux	2568
Tourcoing (sud). — D. Dumortier	763
Denain. — Selle	4344 Elu.
Clary. — Lasson	3306
Corbu-Befve	265
Quesnoy-sur-Deule. — Verbreuck	377
La Bassée. — Sohier	634
Douai (nord). — Derognaucourt	1149
Maubeuge. — Dannelly-Larmant	830
Trélon. — Cartegnies	1568
Condé. — Beauvois	1178
Marcoing. — Delabre	645
Dunkerque (ouest). — Walker .....	.....
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Lille (sud-ouest). — Ragheboom	2349 Elu.
— (nord-est). — Lelièvre	1690 ball.

— (sud-est). — Vandaele	1100 Elu.
— (est). — Krebs	2992 Elu.
Roubaix (est). — Bailleul	3645
— (ouest). — Forter	2584
Tourcoing (n.-e.). — Descheerder	629
— (nord). — Deblaere	691
Armentières. — Dautrumetz	2747
Cysoing. — Cattel	999
Solre-le-Château. — Derome	1088
Dunkerque () — Minne .....	.....
— () — Dero .....	.....
Lannoy. — Labitte	1728
Pas-de-Calais	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Calais (sud-est). — Delcluze	1930 Elu.
— (sud-ouest). — Delcluze	2238 Elu.
Vimy. — O. Delcourt	490
Carvin. — Sougey	3483
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Houdain. — Cadot	4069 ball.
Puy-de-Dôme	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Montaigu. — Conchon .....	.....
Pyrénées-Orientales	
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Rivesaltes. — Gineste	1333 Ball.
— Banassy	911
Rhône	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Lyon (4 ^e cant.) — Simond	1946 ball.
— (8 ^e cant.) — Péronin	1186 ball.
Villeurbanne. — Marietton	1762 ball
Thizy. — Desigaud	2107
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Lyon (5 ^e cant.) — Novel	579
Saint-Genis-Laval. — Bonjour	1592
Seine-Inférieure	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Rouen (6 ^e canton). — Orange	Ball.
Tarn	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Mazamet. — Léon Caraguel	1660
CONSEIL D'ARRONDISSEMENT	
Castres. — Bès	1436 Ball.
Var	
CONSEIL GÉNÉRAL	
Toulon (canton est) Masseboeuf	1366 Ball.

Il nous est impossible à cette heure de porter un jugement complet sur les résultats de la bataille électorale engagée dimanche dernier par le Parti Ouvrier Français dans

138 Cantons

D'une part, les chiffres de quinze cantons, où le Parti était entré en ligne, ne nous sont pas encore parvenus.

D'autre part, il nous faut attendre le scrutin de ballottage qui, complétant la victoire du 31 juillet, jettera de nouveaux élus du Parti dans les Assemblées départementales.

Mais déjà, nous pouvons proclamer que, malgré toutes les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés dimanche dernier, malgré toutes les coalitions des fractions bourgeoises qui se sont, une nouvelle fois dressées devant les candidatures socialistes, bien que ces élections cantonales soient le plus souvent dominées par les intérêts locaux et les questions de « clocher », elles sont une nouvelle victoire pour le Parti et marquent une nouvelle étape dans sa marche sur les pouvoirs publics à arracher à la bourgeoisie capitaliste.

Le nombre de voix recueillies — moins celles des quinze cantons qui nous manquent — s'élève à

153,224

Nos élus au Conseil général sont au nombre de douze : Camelle — Dormoy — Flaissières — Gassion — Euzet — Selles — Bonjour — Aldy — Dr Péchadre — Bazin — Delcluze (élu deux fois).

Les Conseils généraux dans lesquels le

Parti Ouvrier pénètre pour la première fois sont ceux de la Marne, du Lot-et-Garonne, de l'Hérault, du Pas-de-Calais.

Les ballottages favorables sont au nombre de dix en faveur des citoyens Anthelme Simond, Maretton, Masseboeuf, Dr Delon, Dubos, Garnier, Cayol, Samson, Lasson, Devernay et nous feront pénétrer dans les assemblées du Rhône, du Var, du Gard et de l'Aisne.

Au Conseil d'arrondissement nous avons six élus : Guichet — Vandaele — Krebs — Ragheboom — Couturier — Planthié.

Treize ballottages en faveur des citoyens Bayle, Bron, Michel, Lelièvre, Cadot, Bès, Rouquet, Muratet, Gineste, Cartier, Comte, Guignes, Faysse, introduiront le Parti dans les Conseils d'arrondissement du Tarn, de l'Isère et des Pyrénées-Orientales.

D'accord avec le Conseil national du Parti Ouvrier Français, le citoyen A. Zévaès, député de l'Isère, vient d'aviser M. Bourgeois, ministre de l'instruction publique, qu'à la rentrée des Chambres, il lui poserait une question relative à la suspension de M. Stäpfer, doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux.

Le Prochain Congrès International

Les citoyens Millerand et Péron, en leur qualité de président et de secrétaire de la Section française au Congrès international de Londres, ont reçu la lettre suivante :

Berlin, 30 juillet.

Chers camarades,
A la dernière séance du Congrès socialiste international de Londres en 1896, il avait été décidé que le prochain Congrès se tiendrait, en 1899, dans une ville d'Allemagne, et qu'en cas d'empêchement politique en Allemagne, il aurait lieu à Paris en 1900.

Nous avons fait l'enquête nécessaire ; deux villes dans l'Allemagne du Sud nous avaient paru présenter le plus de garanties pour la liberté du Congrès et la sécurité des délégués. Jusqu'au dernier instant nous avions voulu espérer que notre pays pourrait avoir l'honneur d'abriter le cinquième Congrès international des prolétaires et des socialistes unis du monde entier. Mais étant donnée la situation présente de l'Allemagne, force nous est de renoncer à cette espérance et à cet honneur. Les progrès et les victoires même du socialisme ont terrifié à ce point les classes dirigeantes d'Allemagne qu'une nouvelle chasse aux socialistes vient de commencer.

Dans ces circonstances, le Comité exécutif (Vorstand) de notre Parti a été unanime à reconnaître l'impossibilité de tenir en Allemagne le prochain Congrès, parce qu'il n'est pas en notre pouvoir d'y assurer les conditions nécessaires à la liberté du Congrès et à la sécurité de ses membres.

A notre grand regret, nous nous trouvons contraints de laisser l'honneur du prochain Congrès international à nos frères de France. Nous ajoutons que nous sommes prêts, comme c'est notre devoir, à vous donner notre collaboration et que vous pouvez compter sur notre aide et appui fraternels.

La conférence préparatoire, qui doit précéder le Congrès, pourra être fixée à l'année prochaine. A cette conférence, les camarades chargés de préparer le Congrès s'entendront sur toutes les mesures et les arrangements à prendre.

Salutations fraternelles à vous et aux autres amis.

Tout à vous,

W. LIEBKNECHT, PAUL SINGER.

UN FÉODAL

Deux grandes étoiles du firmament politique de l'Europe viennent de filer et de disparaître : Gladstone, Bismarck.

Tous deux partis de points différents, en étaient arrivés au même rôle : celui de dieux sauveurs de la bourgeoisie ; l'un dans son attitude de bénisseur, l'autre dans sa raideur féodale. Ils ont encore eu ce point de ressemblance qu'ils ont filé longtemps avant de disparaître : l'un cassé aux gages par l'empereur qu'il avait fait, l'autre remercié et mis au rancard par le parti qu'il avait si souvent mené à la victoire.

C'étaient deux grands premiers rôles, et

comme des étoiles de théâtre, ils ne pouvaient se souffrir; le féodal de Brandebourg avec ses allures brusques et le cliquetis de ses éperons ne pouvait sentir le bourgeois au grand faux-col et aux grandes phrases huilées; il aimait mieux le souple et brillant Disraéli, qui fut son compère au traité de Berlin.

Derrière le chancelier de l'Empire qui secouait impatiemment les rênes du parlementarisme, il y avait le « Junker » de la marche de Brandebourg, Otto von Bismarck-Schönhausen, qui exploitait ses terres et ses fermiers, et qui, avec Bleichröder — son ami quoique juif — mettait en coupe réglée l'Allemagne. Déjà, en face des rêveurs et des républicains de l'Assemblée de Francfort, après la Révolution de 1848, il affirmait ses idées étroites et féodales, niait la nécessité d'une Constitution et protestait contre les tendances libertaires de la jeune Allemagne. Il était donc l'homme tout désigné pour la Réaction; il avait donné des gages de sa loyauté aux Hohenzollern, et plus tard, même quand il fit des propositions de lois libérales et même à vague tendance socialiste, les Junker et les réactionnaires d'Allemagne le reconnuent toujours pour un des leurs, pour leur porte-paroles. Il devait d'ailleurs finir sa carrière comme il l'avait commencée, chassé de son poste pour avoir protesté contre les utopies de son jeune élève impérial. Quant à la politique extérieure, elle ne fut chez lui qu'un moyen pour un but : la fondation d'une Allemagne soumise à la famille des Hohenzollern nominalement, mais en réalité, resserrée dans son étroite à lui, courbée sous ses grandes bottes de cuirassier. On lui attribue une haine spéciale pour la France; en réalité elle ne le préoccupait ni plus ni moins que l'Autriche; elle était un obstacle à la fondation de l'Empire. Mais le facteur qui est resté dans l'ombre et qui seul a permis au Chancelier de fonder l'Empire Allemand, c'est l'Empereur, ou plutôt la diplomatie Russe.

En vrai féodal slave plus encore qu'allemand, Bismarck comprit que la Russie était l'alliée indispensable. Comme Frédéric II, comme Frédéric-Guillaume, qui ne reconquit son royaume sur Napoléon qu'avec l'aide d'Alexandre I^{er}, lui, Bismarck, le véritable roi de Prusse, par inclination et par politique, fut toujours aux ordres de la diplomatie Russe. Celle-ci, vaincue lors de la guerre de Crimée et par l'Autriche (qui avait oublié les services rendus par Nicolas en réprimant la Révolution en Hongrie), et par la France unie à l'Angleterre, avait conservé une rancune de cosaque aux auteurs du traité de Paris.

Bismarck offrit à la Russie de lui rendre l'hégémonie de l'Europe en échange de son appui tacite; l'Autriche fut vaincue à Sadowa, la France à Sedan, l'Angleterre commença alors cet isolement dont elle se repent amèrement aujourd'hui. Le grand diplomate, le génie du siècle, ne fut qu'un des agents de la politique Russe, et lorsque celle-ci, par pur intérêt, empêcha son bull-dog en 1875 de manger encore un morceau de la France, il dut rentrer ses griffes et obéir au fouet de l'Empereur Alexandre II.

Marx et Engels avaient annoncé ce que le diplomate génial n'avait pas prévu et qui arriva : l'annexion de l'Alsace-Lorraine amenant l'alliance Franco-Russe. La Russie a dit alors à l'Allemagne : « tu n'iras pas plus loin, j'ai besoin de la France contre l'Angleterre » et plus tard à la France son alliée soumise : « tu avales le traité de Francfort, tu iras à Kiel et feras campagne commune en Chine avec l'Allemagne contre l'Angleterre ».

Cette diplomatie Russe qui avait poussé un cri de rage lors du traité de Paris, se hâta de l'abroger, de le déclarer nul et non-avenue, lors de la guerre de 1870, et l'Angleterre avec Gladstone dut accepter ce qu'elle n'aurait pu empêcher qu'en défendant la France. Aujourd'hui, après Bismarck, c'est Guillaume, son élève, que la Russie traîne en laisse prête à le lâcher sur les colonies anglaises.

Le vieux chancelier cassé aux gages a pu voir les résultats de sa politique extérieure avant de mourir; mais, ce qui véritablement lui cassa les reins, ce fut le triomphe final du Parti socialiste; lui, le potentat, le maître reconnu de l'Europe, ne put venir à bout du prolétariat allemand après une lutte de douze ans avec toute sa police, son armée, ses tribunaux, avec son grand et son petit état de siège, ce moyen, suivant le mot de Cavour, avec lequel peut gouverner le premier imbécile venu.

Il avait pourtant bien commencé; les attentats d'Hödel et de Nobiling lui permirent de faire voter la loi d'exception en 1878; en 1887 il se servit de Boulanger et de la terreur d'une invasion française pour faire voter le septennat militaire; ayant avec lui une majorité docile, faisant de son vieux maître tout ce qu'il voulait, il a dû assister à la marée montante des voix socialistes, et, chose plus amère encore, s'entendre dire par la bourgeoisie : « sauveur, sauve-toi », et voir son élève, celui qu'il espérait gouverner, annoncer des lois protectrices du travail, qui d'ailleurs, ne furent jamais mises en vigueur.

Un seul parti organisé est venu à bout du colosse. Où était le temps où Bismarck espérait se servir de Lassalle contre les radicaux, où il faisait offrir à Marx et à Liebknecht de collaborer à son journal officiel; les socialistes n'eurent jamais confiance en ce sac enfariné, ils dédaignèrent ses offres et méprisèrent ses menaces.

Et la bourgeoisie allemande, comme la bourgeoisie internationale, qui a adoré cet homme « le génie du siècle », qui a liché ses bottes de cuirassier, a vu cet écroulement et a entendu retentir ces paroles à ses oreilles : « Voilà ce que le socialisme a fait du plus grand de tes champions. A qui le tour ? »

BONNIER

LA SEMAINE

Le parquet d'Albi continue, sous Brisson comme sous Méline, à traiter les travailleurs en ennemis. En réalité, sous Brisson comme sous Méline, c'est le grand patronat, c'est Ressaiguiet et ce sont les Reille qui gouvernent.

De nouvelles perquisitions ont été opérées au siège des syndicats des verriers, des chapeliers-fouleurs et des chapeliers-appropriateurs d'Albi, et toujours sous le même prétexte de participation à l'action politique.

Il n'y a que les syndicats patronaux pour avoir le droit de faire impunément de la politique. Demandez plutôt à M. Waldeck-Rousseau qui en a enrôlé autant qu'il a pu dans son Grand Cercle dit républicain, et qui a étendu son recrutement, tout ce qu'il y a de plus illégal, jusqu'aux Chambres de Commerce, dont une seule, celle de Roubaix, a versé 25,000 francs à sa caisse noire électorale!

Le Congrès international des mineurs, s'est ouvert à Vienne, sous la présidence du délégué anglais Burt, membre de la Chambre des Communes. Le Congrès, qui représente près d'un million de mineurs organisés en Autriche, en Angleterre, en France et en Belgique, a voté une adresse de sympathie aux grévistes du pays de Galles, auxquels les délégués autrichiens ont décidé d'envoyer une somme de 1,200 francs.

Les deux premières questions à l'ordre du jour ont été résolues : la 1^{re}, par la revendication de la journée de huit heures, tant pour les travaux souterrains, que pour les ouvriers et ouvrières de la surface; la 2^e par la mise de tous les accidents à la charge des employeurs.

Les autres questions à discuter portent sur le minimum de salaire, sur les caisses pour la maladie et les invalides du travail, sur l'inspection et sur la nationalisation des mines.

L'affaire Dreyfus-Esterhazy — devenue l'affaire Zola-Picquart, Du Paty de Clam, en attendant les autres — détraque l'un après l'autre tous les rouages de la société bourgeoise.

Après l'armée, convaincue par ses propres chefs, divisés et ennemis, de n'être qu'une école supérieure de mensonge, de faux, d'escroquerie et de trahison, voici la justice aux prises avec elle même, juge d'instruction contre procureur général; Cour de cassation contre Cour d'assises. Et des deux côtés on s'accuse — mettons avec autant d'aussi-hons motifs — de rendre des services sous le nom d'arrêts.

Encore quelque temps de cette anarchie aussi instructive que scandaleuse, et les prolétaires convaincus de la pourriture que ne cachent plus les grands mots dont on les bernait, pourront d'un pied tranquille pousser à l'égoût ce qui resté du vieux monde et de ses souteneurs.

Jusqu'à la Légion dite d'honneur, — Dérouté est capable d'en mourir, — qui est en train de se déshonorer de ses propres mains — ou de ses propres membres! Ceux qui en rougissaient leur boutonnière en portant aujourd'hui le rouge plus haut. — au front. Et Barbier et Pressensé de rejeter l'étoile des braves, qu'ils sollicitaient avec tant d'ardeur autrefois, au ciel que constellent, après les

voleurs à la Eiffel, les rastaquouères à la Esterhazy.

A la *Patrie Kakséka*, des prolétaires ne possédant ni un pouce du sol, ni un morceau de l'outillage, qu'ils sont à peu près seuls à défendre de leur sang, les capitalistes se sont enfin chargés de répondre.

C'est à l'assemblée de l'Union des Chambres syndicales des propriétés bâties en France, le 29 mars 1897, que la définition a été apportée par un avocat, un nommé de Loison :

« Nous sommes tous ici — a déclaré cette « oie piétinant le Code — de la même patrie, « non pas de celle volage et légère, que le moindre orage fait fuir et disperse aux quatre coins du monde, mais de cette patrie des « propriétaires fonciers, stable, attachée à la « glèbe et à la pierre et constituant la véritable force et la véritable richesse de la « France. »

La patrie, pour la classe des voutours; c'est donc l'immeuble à l'aide duquel, sous prétexte de le loger, il rançonne le peuple des locataires.

Nous nous en doutions quelque peu. Mais il est toujours bon de l'entendre dire par Avinain lui-même — qui finalement avoue.

Les Elections Départementales

On a vu ailleurs les résultats obtenus par notre Parti dans ces élections, et nous n'avons nullement à nous en plaindre, loin de là. Mais il est bon ici d'analyser les conditions dans lesquelles la lutte s'est engagée, notamment dans le Nord. En premier lieu, au contraire des élections générales où un grand mouvement peut se produire, comme cela a eu lieu en 1893, une large marée montante de voix qui balaie la plage politique; dans ces élections, il faut livrer la lutte par petits paquets, suivant l'expression militaire. Chacun de nos candidats doit lutter isolément, sans sentir les coudes de ses camarades; il est donc réduit à ses propres ressources et n'a pas l'encouragement de l'exemple.

Les élections générales, en second lieu, participent toujours plus ou moins, du principe du scrutin de liste; on y considère la nuance d'opinion; on donnera un vote républicain ou conservateur sans trop faire attention à la personnalité du candidat. Mais dans les élections départementales, à la ville ou au village, on se connaît; on prend la plupart du temps un candidat du pays; il n'y a pas de surprise; les électeurs ont leur siège fait. C'est surtout le cas dans les arrondissements et les cantons agricoles.

Que l'on se figure un candidat socialiste dans un canton comme celui de Cisoing, par exemple, où la petite propriété existe ou du moins se figure encore qu'elle existe. Notre ami Cattel obtient 999 voix contre les 2,780 données à son concurrent. De quoi se composent les voix obtenues par le socialiste? Des groupes disséminés dans les villages, des ouvriers qui sont à la ville et en rapportent la bonne semence, et enfin de ceux parmi les agriculteurs qui n'espèrent plus, ni dans le parti républicain opportuniste ou radical, ni dans la réaction. Ils sont venus à nous et désormais l'épreuve est faite, ils ne nous quitteront plus. Ces voix dans les villages, conquises par la propagande personnelle, dans les cabarets ou dans les champs, doivent sans doute quelque chose au rayonnement socialiste que dégagent Lille et Roubaix, mais elles représentent l'infiltration du socialisme dans les terres des Flandres.

C'est là le granit sur lequel rien ne pourra plus mordre. Les villes sont balayées par des vents de révolte ou de réaction, elles se trouvent directement exposées aux pressions gouvernementales et patronales. Que l'on considère Roubaix, par exemple, où les nôtres tout en luttant courageusement pied à pied, tout en gagnant des voix, sont obligés de laisser la victoire à l'Union sociale et patriotique; Lille, où avec quelques victoires éclatantes comme celles de Hagheboom, de Krebs, de Selle, à Denain, des minorités imposantes comme celles qu'ont obtenues Delesalle et Honquiert, ou de grandes chances de succès au second tour, comme Devernay, Lelièvre, les nôtres ont cependant subi des échecs partiels contre des réactionnaires purs. Cela prouve, que l'on ne peut jamais crier : « Ville conquise », tandis qu'à la campagne, il y a de lentes semailles, mais de fortes et définitives moissons.

Lentes, elles ont été nos semailles, mais que l'on considère les obstacles contre lesquels nous avons à lutter, ces retranchements aussi solides que ceux de Jemmapes, où le général autrichien disait que si les républicains s'en emparaient, il se ferait sans-culotte : l'ignorance profonde, les influences personnelles des curés et des grands propriétaires. Le parti républicain a oublié le temps qu'il lui a fallu, notamment dans le Nord, pour conquérir des sièges au Conseil général

et d'arrondissement. La République avait triomphé depuis longtemps, et Gambetta avait planté son drapeau à la Chambre et au Sénat, que les campagnes envoyaient encore des réactionnaires aux assemblées départementales.

Et ce ne fut que lorsqu'elle s'en empara que la République fut consolidée; jusque là elle était en l'air. Elle a maintenant dix ans sa puissance à l'aide de ligues et d'associations; aujourd'hui elle l'a perdue, et ce ne seront pas les réactionnaires qui les remplaceront.

En effet, comme nous le disait naguère un des nôtres, très au courant de la question, la pression patronale ne peut s'exercer sur des ouvriers qui ne sont pas casernés, qui viennent à la ville le matin pour en retourner le soir, avec leurs provisions d'idées socialistes. Tandis que M. Motte et consorts placent les brigades d'ouvriers sous les ordres de leurs gardes-chiourme, peuvent ainsi les surveiller, et que l'ombre de la cheminée de fabrique tombe éternellement sur les cités ouvrières, l'ouvrier qui vient de la campagne est relativement libre; on l'a fait venir en ville pour étouffer la résistance du prolétariat citadin; et, ironie du sort, il y est saisi par la contagion du socialisme et en rapporte le germe au village.

Le patron essaierait-il d'embrigader ces ouvriers qui vont à la ville qu'il n'y réussirait pas; il faudrait les prendre un à un, et encore une fois sortis de la ville, qui peut les suivre et voir ce qu'ils font! Il en est de même des petits agriculteurs qui viennent à nous. Aussi c'est avec joie et confiance que nous enregistrons les résultats, notamment ceux des campagnes du Nord, ceux de La Bassée, d'Haubourdin, de Quesnoy-sur-Deule, de Condé, d'Armentières, de Cysoing, toutes petites villes ou agglomérations de villages, où la moisson commence à lever.

Ces succès ont été dus d'abord à l'incapacité de nos adversaires qui n'ont pas su conserver ce qu'ils possédaient. Le *Progrès du Nord*, l'organe des républicains radicaux, en fait l'aveu mélancolique, par la plume de M. Georges Robert : « Dans cette lutte, dit-il, nous avons surtout péché par l'organisation. Tout est à refaire à ce point de vue dans le parti républicain. » Et nous pourrions leur répondre : « Les campagnes vous glissent des mains parce que, opportunistes comme radicaux, vous n'avez rien fait pour elles et refusé toutes les propositions socialistes faites à la Chambre en faveur de l'agriculture. »

Mais même ce désenchantement ne suffirait pas à expliquer nos succès. Que sont devenus les membres des ligues républicaines qui contemplaient avec tant de joie il y a quelques années les socialistes de Lille traqués, maltraités, blessés même, lorsqu'ils allaient dans les villages faire des conférences! Les efforts et le sang des martyrs, comme dit Tertullien, ont ensemencé la terre. Où sont aujourd'hui les ligues républicaines bourgeoises? Demandez à MM. Dron et Potié.

Le parti républicain récolte ce qu'il a semé, et rien d'étonnant à ce qu'il fasse la grimace!

C.

Les Elections Cantonales

SCRUTIN DE BALLOTAGE

Les secrétaires des Groupes sont instamment priés de nous adresser le soir même du scrutin, ou au plus tard le lendemain matin les résultats du scrutin de ballottage, pour que dans le prochain SOCIALISTE nous puissions compléter le tableau des votes réunies sur les candidats du Parti dans toute la France.

NOS INTELLECTUELS

Il est mort sans parler, le pauvre doyen de la Faculté de Bordeaux dont on vient de prononcer l'oraison funèbre. Telle peut être la devise de tous ces galériens du haut enseignement qui n'ont que le droit de se taire sans murmurer (ce dernier privilège n'appartient qu'aux agrégés).

Jadis, dans les plus sombres jours de notre histoire, quand Taine faisait ses tournées d'inspecteur pour Saint-Cyr, il rencontrait par ci par là, dans quelque trou de province, un élève de l'école normale qui gémissait en silence sous la férule de monseigneur l'évêque ou les communiqués de son excellence le préfet. Mais c'était sous l'empire, comme disait l'autre.

Naguère, durant la dernière législature, Jaurès fit une interpellation demeurée célèbre et demanda s'il était permis à un fonctionnaire de l'enseignement, instituteur ou professeur, d'avoir une opinion politique autre que

celle que lui prescrit le gouvernement du moment.

Aujourd'hui, en temps d'intellectualisme, il en cuit à ceux qui, à l'instar du professeur chanté par Anatole France, prennent parti pour Dreyfus; et, comme ils s'étaient tus quand il s'agissait d'ouvriers condamnés pour fait de grève ou fusillés à Fourmies et autres lieux, le gouvernement leur prescrit, comme aux petits nègres, de continuer.

Marx assimilait jadis ses professeurs aux courtisanes et autres prostituées; en effet, ils se sont mis au service du Capital, dont ils inculquent les principes aux étudiants, nous donnant ainsi cette belle jeunesse des écoles dont nous sommes fiers à si juste titre, et ces associations d'étudiants, antichambres du Parlement et des ministères. Ils ont accepté cet office, et aujourd'hui ils n'ont guère le droit de se plaindre.

Le professeur précité à qui Anatole France met dans la bouche de si jolies théories d'anarchisme s'est tout à coup pris d'un beau feu pour le cas d'un officier d'état-major condamné injustement (chose rarissime!) par un conseil de guerre.

Tant qu'il pratiquait une aimable indifférence en matière de politique et un non moins charmant « Je m'en fichisme » vis-à-vis de la question sociale, le gouvernement fermait les yeux; ce n'était pas dangereux et c'était amusant. Il fallait voir alors avec quel laisser-aller on parlait dans les facultés de l'Etat de la prétendue science sociale, importation d'Outre-Rhin; hier encore, un académicien dans un discours de distribution des prix à un lycée de Paris, citait la fantaisie de Musset vantant à son ami Durand ce siècle à venir où, rasée, aplanie, découronnée, la terre :

Comme un grand potiron roulerait dans les cieux

« Oh! le morne spectacle que ce sera! » ajoute le professeur, et il exhorte ses élèves à retrouver le chemin de Paros!

Or, combien de semblables discours l'infortuné doyen ou fonctionnaire qui vient de mourir devait-il avoir sur la conscience? Combien de fois a-t-il dû encourager ses chers amis, ses chers élèves, à protester contre la tyrannie collectiviste, cette tyrannie qui est d'autant plus effroyable qu'on n'en a vu jusqu'ici aucun exemple.

De tels discours plaisent aux autorités; il y faut faire sonner un peu de patriotisme sans oublier de montrer que la France est toujours la reine des nations, comme l'a fait M. de Lapparent (est-il parent du célèbre conventionnel?), et dire, ce qui a dû faire retourner le muet dans sa tombe: « Vous, les enfants du seul pays qui ait jamais tiré l'épée pour les idées et se soit passionné pour des causes dont le triomphe n'importait pas à ses intérêts matériels! » Qu'un des professeurs de ce même collège s'avise de se « passionner » pour une cause célèbre et actuelle, et il se verra vite cassé aux gages.

C'est là le châtement, et nous ne pouvons qu'applaudir à la propagande que le gouvernement fait pour nos idées parmi ces intellectuels dont Yves Guyot est le plus bel ornement, celui qui n'a jamais eu assez de mains pour applaudir aux emprisonnements, aux massacres, quand ils frappent la classe ouvrière, et qui aujourd'hui, parle de vérité et de justice.

Il fallait leur faire sentir à ces aimables dillettanti qu'ils n'étaient pas libérés de manifester, même quand il était de mode dans le monde universitaire, parce qu'un des leurs était frappé! Ce sont les fonctionnaires à gages de la classe capitaliste, et comme celle-ci a besoin aujourd'hui du goupillon et du sabre pour la sauver, les professeurs sont mal venus de montrer une indépendance intempestive.

L'élément auquel nous tenons, nous socialistes, c'est celui que forment les instituteurs, ces éternels exploités à qui le gouvernement républicain a menti en leur promettant monts et merveilles; ce sont les petits professeurs de « boîtes », ces maîtres répétiteurs qui viennent à nous de partout, et qui ont — ce qui est plus important que telle ou telle sentimentalité passagère — à cela un intérêt de classe; ils font désormais partie du prolétariat; ce sont les seuls intellectuels qui nous intéressent.

Fédération des Syndicats Maritimes

Le sixième Congrès maritime qui s'est tenu à Paris a été d'une très grande importance; il semble s'être inspiré du programme de notre Parti ouvrier, si l'on en juge par les résolutions qu'il a prises sur la composition des équipages, le minimum de salaires, la réglementation du travail, l'alimentation et l'hygiène du bord, la sécurité de la navigation, l'organisation de la prud'homme maritime, etc., etc.

Le Congrès a organisé définitivement la

Fédération nationale des Syndicats maritimes dont les bases avaient été jetées aux Congrès de 1893 et de 1896.

Le littoral a été partagé en cinq arrondissements ayant chacun un délégué dont la mission est de fonder de nouveaux Syndicats. Ces cinq arrondissements ont pour siège: Dunkerque, Le Havre, Nantes, Bordeaux, Marseille. Il a été attribué un délégué spécial pour les mécaniciens et un pour les chauffeurs. En outre de ces sept délégués formant une sorte de Comité d'initiative, la Fédération possède un président, un secrétaire général, un secrétaire adjoint et un trésorier.

Ont été nommés: Président, le citoyen Ch. Dupon, de Bordeaux; secrétaire général, Brunellière, de Nantes; secrétaire adjoint, Monteux, directeur du *Marin*, de Paris, et trésorier, Majurel, de Marseille.

La Fédération nationale des Syndicats maritimes ne peut manquer de grandir sous la direction de militants socialistes, absolument dévoués aux travailleurs de la mer qui sont si exploités.

LA SITUATION EN ANGLETERRE

La prédiction d'Engels dans la préface de son livre sur la situation de la classe ouvrière en Angleterre se réalise à la lettre, et cette note d'alarme jetée alors au milieu de l'Hosannah du commerce Anglais, régnant sur les vagues, cet avertissement à peine remarqué a enflé depuis, grossi démesurément, et tinte aujourd'hui comme un glas aux oreilles des impérialistes Anglais. Qui pouvait faire concurrence au commerce Anglais, qui avait pour lui le charbon, le marché du monde, et dont la flotte dépassait en nombre et en efficacité toutes les forces maritimes du continent? Et c'était une grande allégresse dans la Cité, et les actions montaient, et les budgets étaient des bulletins de victoire.

Il y a deux ans environ, un petit livre écrit par M. Williams et intitulé *Made in Germany*, reprenait la thèse d'Engels et démontrait que les nations du Continent et notamment l'Allemagne, battaient l'Angleterre sur tous les marchés du monde. C'était jadis une consolation pour les fabricants Anglais de se dire: « Nous sommes battus, c'est vrai, mais c'est par amour de l'art. Nos produits sont mieux fabriqués que ceux de nos concurrents, mais ils sont plus chers... » Aujourd'hui, M. Williams montre que cette fiche de consolation ne peut même plus être laissée aux ex-fournisseurs du monde.

Les agents des fabriques Allemandes ont non seulement mieux consulté les goûts des clients, mais aussi les produits avec l'estampille « Made in Germany » (fabriqués en Allemagne), sont mieux exécutés, au point même que le client Anglais les préfère aux marchandises indigènes... Ce n'est pas en vain que l'Allemagne a envoyé chaque année depuis vingt ans des jeunes gens qui acceptaient à Londres et dans les grandes villes manufacturières du Nord des places de commis à des salaires dérisoires; ils s'en retournaient au bout de quelques années avec des renseignements précieux pour l'industrie Allemande.

Aussi l'industrie Anglaise commence à se demander s'il ne va pas falloir revenir aux anciens droits protecteurs; on n'ose plus, il est vrai, prononcer le mot à cause des préjugés populaires, mais on le remplace par *fair trade*, c'est-à-dire commerce avec les autres nations sur la base de la réciprocité; là où il y a protection, on répond par des droits de douane, et là où le libre-échange est maintenu, on fait des traités commerciaux en s'accordant réciproquement des faveurs. Or, l'Angleterre peut aujourd'hui promener ses regards sur le large, large monde; elle trouve partout une barrière de protection opposée à ses marchands... A Madagascar, à Cameron, en Chine enfin, cette année, elle a vu les nations étrangères, ses concurrentes, profiter de la décomposition de l'empire du Milieu, pour s'emparer des territoires et des villes de la côte et les fermer aux produits Anglais.

N'était-ce pas il y a deux ou trois ans que M. Goschen parlait d'isolement splendide, et c'était une idée propre à enflammer le cœur des Anglais; leur pays, comme au temps des guerres napoléoniennes, résistait seul au blocus continental! Oui, mais au commencement du siècle, l'Angleterre régnait seule sur les vagues; les colonies françaises, hollandaises et espagnoles lui tombaient successivement dans les mains, comme des fruits mûrs... Aujourd'hui ce n'est plus l'isolement qui la menace, mais l'étouffement lent, la strangulation graduelle, comme dans le conte d'Edgar Poë, lorsque les murailles se resserrèrent autour du prisonnier et le poussent insensiblement vers le puits.

Tous les marchés se ferment graduellement aux vaisseaux Anglais, et les consuls envoient à la métropole des rapports d'une signification terrible pour le commerce britannique; celui de Hong-Kong, tout dernièrement, révélait au Gouvernement que l'Angleterre ne possédait plus qu'une petite partie de l'importation en Chine; la Russie avait conquis le monopole du thé, l'Allemagne celui du suif, de la cire et

d'autres produits encore. Il était donc nul et sans valeur l'argument avancé par les impérialistes Anglais qu'aucune nation de l'Europe n'avait le droit d'intervenir dans les affaires de la Chine, parce que l'Angleterre en possédait tout le commerce.

Il a fallu penser alors aux cousins d'au-delà de l'Atlantique, ces mauvais parents avec qui l'on s'était querellé au siècle dernier, ces yankees dont on avait souhaité la ruine et la défaite lors de la guerre de sécession, et avec qui on avait échangé tout récemment des paroles rien moins qu'amicales à propos du Nicaragua. On s'est souvenu tout à coup que l'on était cousins, aussitôt que l'on a eu besoin d'un allié; il n'y a que les parents, après tout, se sont écriés les journaux radicaux, et l'on a parlé de l'humanité des Américains qui couraient au secours des pauvres Cubains. On a proclamé la nécessité d'une alliance anglo-américaine qui, jointe à la fédération des colonies anglaises, amènerait la suprématie anglo-saxonne dans le monde.

C'est M. Chamberlain, l'habile et peu scrupuleux ministre des colonies qui a lancé cette note impérialiste, et l'opinion publique a fait chorus! Le pauvre vieux Salisbury se débat entre les mains de cet homme énergique qui veut que l'on déclare la guerre pendant que l'Angleterre conserve encore la suprématie sur les mers, et qu'elle peut affamer les flottes européennes en leur refusant ses dépôts de charbons. Mais l'ancien diplomate reconnaît les difficultés de l'entreprise et proteste faiblement contre les allures fendantes de son collègue.

Ainsi, la décadence économique a précédé et déterminé la ruine politique de l'Angleterre; sans doute, comme socialistes, nous pouvons nous féliciter de voir les prévisions de nos grands théoriciens réalisées à la lettre, mais lorsque l'on considère les tendances réactionnaires des ennemis de la libre Angleterre on ne peut que regretter que le dernier asile de la liberté politique soit sur le point d'être envahi et violé.

B.

CONSEIL NATIONAL

SÉANCE DU 2 AOUT

Présents: Chauvin, Fortin, Farjat, Prévost, Pédron, Roussel, A. Zévaès.

Excusés: Jules Guesde, Ferroul, Aline Valette, P. Lafargue.

En mission: Carnaud, Sauvanet.

Les citoyens Pédron et Roussel rendent compte de leur campagne électorale dans la Marne, qui a abouti à une victoire. Le citoyen A. Zévaès expose la situation dans l'Isère et donne connaissance des résultats généraux des élections départementales.

Il est donné lecture de lettres de Lille, Eprenay, Troyes, Tarbes (où un groupé du Parti est en formation), Ligny-en-Cambrésis, Lyon, Bordeaux, etc., et des citoyens Sauvanet, Pastre, Krauss et Carnaud, députés du Parti.

Le Conseil décide que le citoyen A. Zévaès posera à la rentrée des Chambres, une question au ministre de l'instruction publique sur la suspension du doyen de la Faculté de Bordeaux.

Diverses mesures sont prises relatives à la tournée de conférences que les élus du Parti feront en septembre, dans le Midi et le Centre.

Séance hebdomadaire du Conseil national, mardi 9 août, à 9 heures du soir.

9^e Congrès National des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France

Congrès Ouvrier de Montluçon

22, 23 et 24 septembre 1898

APPEL DU CONSEIL NATIONAL DE TROYES AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

Camarades,

Le mandat que vous nous avez confié, au Congrès national de Troyes, en 1895, et confirmé à la Conférence syndicale, tenue à Ivry-sur-Seine en juillet 1897, touche à sa fin. Sur la demande des organisations ouvrières de Montluçon, le Conseil national s'est prononcé unanimement pour la tenue dans cette ville du 9^e Congrès de la Fédération des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France, qui aura lieu les 22, 23 et 24 septembre prochain.

Tous les intéressés sont invités à soumettre le plus tôt possible, soit à Troyes, soit à Montluçon, les questions qu'ils désirent voir à l'ordre du jour du Congrès.

Nous convions à ces grandes assises du travail toutes les Organisations ouvrières du pays et nous les engageons à faire tous leurs efforts pour concourir à la réussite et au plus grand éclat du Congrès de Montluçon.

Nous continuerons ainsi l'œuvre entreprise depuis 1886 au Congrès de Lyon, en nous

plaçant au dessus des combinaisons mesquines pour demander à tous une union franche, sincère entre tous les exploités, pour rechercher ensemble la possibilité d'une action commune et efficace, frappant nos maîtres dans le pouvoir en leur arrachant la force dont ils abusent et qu'ils dirigent contre le monde du travail.

Camarades,

Nous ne cesserons de rappeler, et vous rappellerez à tous avec nous, que le sort de la classe ouvrière est entre ses propres mains; qu'étant le nombre et la force, le monde lui appartient si elle le veut; que sans le groupement et la solidarité de tous ses éléments, elle ne pourra jamais s'élever au-dessus de cette condition inférieure et de plus en plus misérable que lui fait le régime du salariat.

Que chacun remplisse donc son premier devoir de classe en adhérant au Syndicat de sa corporation.

Que tous les syndicats d'une ville soient unis entre eux en une Fédération locale.

Enfin, que tous les syndicats du pays soient reliés et solidarisés par une puissante Fédération nationale.

Voilà l'œuvre à laquelle doivent se vouer avec activité, dévouement et abnégation tous les travailleurs conscients de leurs véritables intérêts et de leurs droits et devoirs.

Vive l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes!!!

Pour le Conseil national:

Le Secrétaire général, H. CORGERON,

Le Trésorier, J. GRÉB.

A LA GUADELOUPE

Dans un premier article sur la situation économique de la Guadeloupe j'ai traité spécialement de la main-d'œuvre courante. Je vais essayer aujourd'hui de donner une idée de l'exploitation patronale appliquée aux petits planteurs et autres colons partiaires.

D'abord, il importe de le dire, à la Guadeloupe, il n'y a pour ainsi dire pas d'organisation ouvrière. cela suffit à expliquer jusqu'à quel point l'usiner, qui est, lui, syndiqué en tout et pour tout, reste maître de la situation.

Aussi, que le cultivateur — colon partiaire ou petit planteur, — apporte ou envoie ses cannes à l'usine — quelle que soit la commune où il habite, il est sûr d'avance d'être grugé au moins de deux tiers, sinon de la totalité de la valeur de sa récolte. Et qu'on ne croie pas à une vaine déclamation de ma part: je pourrais citer des noms de malheureux qui, après avoir fourni à tel ou tel établissement industriel tant et tant de kilogrammes de cannes dont le rendement en sucre s'élevait à plus de 6 à 7 boucauts, sont restés devoir à cet établissement, au lieu d'en avoir reçu la moindre somme.

Pour exercer cette sorte de rapine, nos bons usiniers s'appuient en général sur l'engrais qu'ils renchérissent toujours du triple ou du quadruple de sa valeur courante, après l'avoir falsifié de toutes façons et outre mesure. Voici en effet ce qui se passe au lendemain de chaque récolte, à la veille des nouvelles plantations: d'un sac d'engrais qui peut valoir en moyenne 10, 15 ou 20 francs, l'usiner en tire 4, 5 ou 6 par toutes sortes de procédés de falsification, qu'il livre ensuite au planteur ou au colon à raison de 32 à 35 francs le sac; l'engrais ainsi falsifié ne donne aucun résultat satisfaisant, à moins d'être employé à force supplétive; de telle sorte que là où il aurait suffi d'un ou deux sacs de bons engrais, c'est à peine si cinq ou six font l'affaire. Et comme ces messieurs de l'usine sont encore les seuls détenteurs du privilège de la vente des engrais dans la colonie, il se trouve que, bon gré, mal gré, le planteur est obligé pour ne pas dire forcé de présenter le dos et de se laisser tondre.

Mais ce n'est pas tout. Ce système d'exploitation, au moyen de la falsification et de la surélévation des engrais et de leurs prix, se complique d'un autre système d'exploitation non moins ruineux pour le malheureux planteur ou colon et reposant sur la passée des cannes. C'est là où l'on peut dire que la bonne foi n'existe pas, mais pas du tout. Pour 30, 40,000 kilos de cannes qui sont transportées en réalité à la balance, c'est à peine si le carnet des apports accuse 10 ou 15,000. Et c'est sur le produit de la récolte ainsi réduite, diminuée sciemment et de mauvaise foi, que le malheureux; — après avoir abandonné sa part de contribution en faveur du peseur, payé non seulement au mois mais encore intéressé dans les bénéfices (!!!) réalisés par l'usine sur les pesées, — va payer l'engrais et autres accessoires et compter à l'usine sa part de fabrication, grossie de mille et un petits comptes de détails où le planteur et le colon ne se reconnaissent jamais.

Qu'on place derrière ce malheureux une petite famille quelconque, si peu nombreuse soit-elle, et qu'on imagine un accident, le moindre qu'il vous plaira — s'abattant pendant le cours de l'année sur cette famille, — en quoi est-il étonnant que ce malheureux qui n'a pas, qui ne peut pas avoir d'épargnes, et pour qui l'arrivée du moindre petit malheur domestique est une sommation d'ouverture de crédit chez le patron, reste devoir à l'usine au lieu d'avoir à en toucher de l'argent, à la fin de la récolte?

Qu'est-ce, quand ce père de famille, au lieu

d'être un petit propriétaire qui peut encore recourir pour sa pitance journalière à son petit jardin aux vivres, est un de ces véritables forçats de la glèbe que colon on appelle et qui, tout comme le journalier, est obligé, pour ne pas périr de faim, de s'adresser chaque matin, chaque midi, chaque soir, au guichet de l'usine pour un petit bon d'un franc à en arracher pour l'économat d'à côté !...

Aussi il faut les entendre se plaindre, et crier, et gémir, les malheureux !

Mais sourd et insensible à leurs plaintes, l'usiner se montre de plus en plus arrogant : pourvu que ses bénéfices se maintiennent au même point invariable, en dépit de tout, de la sécheresse, des ravages du « borer » ou de la concurrence extraordinaire de la betterave et des sucres étrangers, — que lui importe ! Tout est pour le mieux dans la meilleure des colonies sucrières françaises, et la fumée des hauts-fourneaux continue à monter, joyeuse et légère, vers le ciel plus sourd encore que l'usiner lui-même aux souffrances de ces milliers et milliers de martyrs.

Quel temps !... et quelle barbarie !... Mais le jour n'est pas loin où, en dépit de tous et de tout, le planteur arrivera à imposer une borne à cette exploitation inouïe et inhumaine dont il est depuis trop longtemps victime, et ce sera l'honneur du socialisme de l'avoir porté à cet état d'où datera l'ère nouvelle de son bonheur et de son affranchissement.

Vive le Syndicat !

H. LÉGITIMUS.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Mercredi a eu lieu à la Maison du Peuple du dix-septième arrondissement une conférence publique, sur l'évolution économique et sociale, d'après la doctrine de Karl Marx. Notre ami René Chauvin, appelé dans son ancienne circonscription, s'était fait remplacer par le citoyen Roland, qui a traité la question avec une science et un talent qui lui ont valu les applaudissements mérités de toute la salle.

Le sujet étant loin d'être épuisé, sera repris par le même conférencier, le 10 août prochain.

Les prochaines conférences seront faites par les citoyens Ferrero, député de Toulon ; René Chauvin, Jules Guesde, Paul Lafargue, Légitimus, député de la Guadeloupe ; Gabriel Bertrand, rédacteur à la *Petite République*.

Lille

Les résultats du scrutin du 31 juillet dans la ville de Lille sont intéressants à examiner, en ce sens qu'ils constatent, une fois de plus, l'ascension continue des suffrages obtenus par le Parti ouvrier.

Aux élections municipales de 1896, le Parti ouvrier, luttant seul, obtenait 9,800 suffrages.

Aux élections municipales complémentaires de 1897, il en réunissait 11,000.

Aux élections législatives dernières, il y a deux mois, il en obtenait 12,701.

Dimanche, enfin, nos candidats atteignaient dans les 21 bureaux de Lille, un total de 13,103 voix, malgré une diminution considérable du chiffre des votants.

Les réactionnaires, au contraire, qui avaient obtenu au premier tour de scrutin des élections législatives dernières, 15,270 suffrages, n'en ont retrouvé hier que 11,802.

Les radicaux, de leur côté, tombent de 6,392 à 4,143 voix. Dans Lille-Ville, le Parti ouvrier est donc le seul qui progresse ; tous les autres partis étant en diminution.

Enfin, si l'on examine la proportion des voix obtenues pour chaque parti, par rapport au nombre des votants, on trouve pour les élections législatives dernières :

Votants : 34.358

Socialistes 37 0/0
Radicaux 19 0/0
Réactionnaires 44 0/0

Et pour les élections de dimanche dernier :

Votants : 29.138

Socialistes 46 0/0
Radicaux 14 0/0
Réactionnaires 40 0/0

La proportion est donc, là encore, en faveur de notre parti.

Romilly-sur-Seine

La conférence du 30 juillet. — Une foule compacte — 1,500 personnes au moins — emplissait la salle du Théâtre, pour assister à la conférence organisée par le Parti ouvrier.

Quand les citoyens Jules Guesde, Légitimus et Millet, accompagnés d'une nombreuse délégation de l'Agglomération Romillonne, paraissent à la tribune, une immense acclamation retentit, et, pendant quelques minutes, le bruit des applaudissements et des cris enthousiastes emplissent la salle où le public s'entasse littéralement.

Le citoyen Lacroix est nommé président ; les citoyens Vossel et Villemin, assesseurs. Tous trois sont conseillers municipaux socialistes de Romilly.

Après une brillante allocution du président, qui présente les orateurs, le citoyen Millet prend la parole et définit, en termes concis et énergiques, l'action que doivent exercer les élus socialistes au sein des assemblées départementales.

Les applaudissements de l'assemblée interrompent à chaque instant le discours de notre ami ; mais ils redoublent encore lorsque le camarade Légitimus s'avance à son tour ; le nouveau député de la Guadeloupe, qui se présentait pour la première fois dans une réunion publique, en France, s'exprime avec un léger accent exotique, en bon français et en excellents termes.

On lui fait une véritable ovation. Quant à Jules Guesde, son arrivée à la tribune est saluée par une formidable acclamation ; la foule des travailleurs romillons rend ainsi un hommage solennel à l'homme de génie qui a le plus contribué au développement du Parti ouvrier français.

Son discours, coupé par des applaudissements répétés, est certainement un pur chef-d'œuvre de clarté, de concision, de netteté, de force. Essayer de le résumer, ce serait en amoindrir la portée. Disons seulement que le grand orateur socialiste, par son argumentation irréfutable, a tenu sous le charme l'assemblée entière et réduit au plus honteux mutisme les quelques partisans de la candidature Gillot, qui s'étaient faufilés dans la salle et se dissimulaient dans les recoins obscurs.

En vain, le président a fait appel à la contradiction ; M. Gillot, que le Comité organisateur avait invité par lettre, ne s'est pas présenté, et nul n'a répondu pour lui.

C'est aux cris mille fois répétés de : « Vive la Sociale ! Vive le Parti ouvrier ! » que la séance est levée et que la foule, toute électrisée par l'ardente parole de Guesde, se répand au dehors, en commentant les déclarations faites par les différents orateurs.

A l'issue de la réunion publique, l'Agglomération Romillonne a offert un punch de remerciements aux deux délégués du Conseil national. Les grandes salles de la Maison du Peuple étaient bondées de citoyens et de citoyennes, qu'animait le plus bel enthousiasme ; les artistes de la Chorale du Parti ouvrier ont improvisé un concert ; l'*Internationale*, la *Carmagnole*, *Guerre aux voleurs*, etc., ont été vivement applaudies. Le camarade Guesde a lui-même dit *l'Insurgé*, l'admirable poésie d'Eugène Pottier.

Tous ceux qui ont assisté à cette belle soirée en garderont le meilleur souvenir.

M.

Epernay

Le groupe du Parti ouvrier français d'Epernay, qui compte trois ans d'existence, vient d'entreprendre sa troisième lutte et de remporter sa seconde victoire.

On se rappelle le dernier succès municipal de 1897 où nos amis Mathis et Philippe ont été élus. Cette fois, c'est au Conseil général que le Parti a déployé largement son drapeau avec, comme candidat, notre ami le docteur Péchadre.

Contre toute la coalition réactionnaire, opportuniste, radicale, le Parti enlève la place avec 2,151 voix contre 2,090 au candidat d'arc-en-ciel Fleuricourt.

Celui-ci vaincu, malgré toute la pression exercée en sa faveur, vient de donner sa démission de maire d'Epernay ; des élections municipales vont donc avoir lieu prochainement. Le Parti ouvrier entrera dans la lutte et vaincra, c'est d'ores et déjà certain.

Le groupe adresse au Conseil national et à ses délégués : Sever, Roussel, Pédon, ses remerciements pour le concours précieux qu'ils ont apporté dans cette lutte et qui n'a pas été sans influencer puissamment sur le résultat.

Lyon

C'est une double victoire qu'a remportée, dimanche dernier, le Parti ouvrier lyonnais. Non seulement A. Simond, à la Croix-Rousse, et Marietton, à Villeurbanne, arrivent avec un chiffre de voix qui assure au deuxième tour leur entrée au Conseil général, mais, en même temps que tous les partis bourgeois, sont écrasés les nationalistes à la Bonard. Les deux principaux lieutenants de ce dernier réunissent à peine 530 voix à Villeurbanne et 987 dans leur place forte de la Guillotière. C'est notre ami Péronin qui, dans ce canton, tient tête à l'opportuniste sortant avec ses 1,186 suffrages franchement socialistes.

Montargis

Le groupe du Parti qui s'est constitué à Montargis, le lendemain des élections législatives, compte actuellement 25 membres et verra ses forces doublées aussitôt terminés les travaux des champs.

Dans sa dernière séance, il a décidé de se faire représenter au Congrès de Montluçon par le citoyen Dalby.

Nantes

L'Union syndicale des colons des vignes à complant et agriculteurs de la Loire-Inférieure vient de compléter son organisation. Elle se compose aujourd'hui de quatre syndicats et de cinq sections, savoir :

Le premier syndicat dont notre ami Brunellière vient d'être nommé président, est tellement étendu qu'il a été divisé en deux sections :

1° La section comprenant les communes de

Pallet, la Haie-Fouassière, Château-Thibaud et Saint-Fiacre. Vice-président : Bonneau.

2° La section comprenant les communes des cantons de Clisson et d'Aigrefeuille. Vice-président : Francis Levêque.

Le deuxième syndicat comprend toutes les communes du canton du Loroux-Battereaux. Président : Giraud-Pabon.

Le troisième syndicat comprend les communes du canton de Vallet, sauf le Pallet. Président : Constant Baron.

Le quatrième syndicat comprend les communes du canton de Vertou, sauf la Haie-Fouassière, Château-Thibaud et Saint-Fiacre. Président : Terrien.

En principe, il y a donc un syndicat par canton ; en fait, il a été fait une exception due à des circonstances tout à fait locales. Chaque commune a un délégué chargé des convocations.

L'union syndicale est dirigée par un Conseil ou comité d'initiative composé du président honoraire de l'Union qui est notre ami Huet, maire de Maisdin, et de trois délégués par section, soit en tout seize membres. Le Comité d'initiative a pour président B. Huet ; vice-président, P. Durand, maire de Vallet ; et secrétaire, Ch. Brunellière.

Nous recommandons cette organisation à tous les syndicats d'agriculteurs ; elle est simple et très facile à mettre en mouvement en cas de besoin.

L'Union syndicale s'occupe en ce moment de la mise en application de la loi qu'elle a obtenue au commencement de cette année et de défendre les intérêts des vigneronns contre les grands propriétaires ; elle organise une campagne en faveur de la création de la Prud'homme agricole et elle est entrée en lutte contre le service phylloxérique de la Loire-Inférieure qui a la prétention de faire le commerce des plants greffés. Le chef de ce service est le représentant non patenté de marchands de plants et il entend leur assurer le monopole. Il entrave la reconstitution du vignoble nantais pour son intérêt personnel. Notre régime capitaliste porte ses fruits et les bourgeois commerçants ont des concurrents redoutables parmi les fonctionnaires.

Billets de Bains de Mer de 3^e Classe

La Compagnie de l'Ouest, désireuse de faciliter l'accès des Bains de Mer aux nombreuses familles qui cherchent des installations à bon marché dans les *Petits trous pas chers* de la Bretagne, vient de soumettre à l'homologation ministérielle un projet de création de billets de Bains de Mer de 3^e classe, délivrés de toutes les gares de Grandes lignes de son réseau et valables 33 jours avec minimum de perception de 33 francs (aller et retour).

Ces billets permettront, en outre, aux voyageurs ayant à effectuer un parcours total d'au moins 500 kilomètres (250 kilomètres dans chaque sens), de s'arrêter pendant quarante-huit heures, soit à l'aller, soit au retour, dans une station de leur choix de l'itinéraire suivi. Cette facilité sera étendue aux billets de 33 jours de 1^{re} et de 2^e classe déjà existants.

Billets de Bains de Mer de 10 jours

Pour les stations balnéaires de la Normandie, beaucoup plus rapprochées de Paris, il n'était délivré que des billets valables quatre jours (du jeudi soir au lundi soir). La Compagnie de l'Ouest vient de soumettre à l'homologation ministérielle, la création d'une nouvelle série de billets valables dix jours et comportant des réductions de 20 0/0 pour les parcours de 126 à 200 kilomètres et de 30 0/0 pour les parcours supérieurs à 200 kilomètres.

Au départ de Paris, le prix de ces nouveaux billets pour les plages ci-après désignées serait ainsi fixé :

Dieppe : 1^{re} classe, 30 fr. 10 ; 2^e classe, 20 fr. 30. — Fécamp, 35 fr. 85 ; 2^e classe, 24 fr. 15. — Etretat, 1^{re} classe, 36 fr. 05 ; 2^e classe, 24 fr. 35. — Le Havre, 1^{re} classe, 35 fr. 85 ; 2^e classe, 24 fr. 15. — Trouville, 1^{re} classe, 35 fr. 85 ; 2^e classe, 24 fr. 15. — Cabourg, 1^{re} classe, 37 fr. 80 ; 2^e classe, 25 fr. 50 ; etc., etc.

LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL

DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Paraissant le Dimanche

SOUS LA DIRECTION DU CONSEIL NATIONAL

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

PAUL LAFARGUE — JULES GUESDE
A. ZÉVAËS — CH. BONNIER — G. FARJAT —
ED. FORTIN — D' DELON — ALINE VALETTE
R. LAVIGNE — D' BACH — SIAUVE-ÉVAUSY
CHARLES BRUNELLIÈRE — H. MILLET
G. BERTRAND — ANTHELME SIMON — COLMAR
P. DRAMAS — D' Z... — ETC.

CORRESPONDANTS

BAILLEUX, *Roubaix* — MAZOYER, *Alais*
MICHEL, *Roanne* — P. VALLAT, *Cette* —
GABOT, *Boucau* — CACHIN, *Bordeaux*
CH. FOUILLAND, *Montluçon*
H. BÈS, *Castres* — TROUILLE, *Agen*
MANALT, *Perpignan* — DOGNIN, *Grenoble*
ROGNON, *Lyon* — J. COULET, *Marseille*
MARLE, *Lille* — ETC.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Ce journal est composé par des typographes syndiqués.

Paris — A. Désiré, 25, rue Buffault.

A CEDER

L'Emancipation — du 31 octobre 1880 au 24 novembre 1880. — Série complète : 24 numéros.

Lyon Socialiste — Série complète : du 17 septembre 1884 au 28 décembre 1884 — 16 numéros, dont 11 lithographiés.

L'Egalité — premier semestre de la première série — du 18 novembre 1877 au 24 février 1878 — 13 numéros de 8 pages.

L'Egalité — troisième série complète, du 11 décembre 1881 au 5 novembre 1882 — 47 numéros.

Le Drapeau — journal de Jules Vallès — numéro unique — du 19 mars 1871.

El Socialista — journal socialiste espagnol — 2 numéros contenant la biographie de Jules Guesde (en espagnol).

Le Socialiste — première série complète — du 29 août 1885 au 19 mars 1897 — 82 numéros.

S'adresser au Bureau du Journal

5, rue Rodier — de 2 heures à 5 heures

Force — Energie — Santé — Vigueur

GUÉRISON RADICALE ET PROMPTE

de Chlorose, Rachitisme
Anémie, Neurasthénie, Lymphathisme
Pâles Couleurs

Demandez dans toutes les Pharmacies

LE BIOGÈNE

Fortifiant unique et par excellence du Sang

NUTRITIF

des systèmes Nerveux et Osseux

Régulateur des fonctions de l'Estomac
et des Voies respiratoires.

PARIS — 253, RUE de BELLEVILLE

Pharmacie du Progrès

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs ; nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLE, pharmacien à Levallois

Guérison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON

"LA FÉRONINE"

DÉPOT : 83, rue Poissonnière et toutes pharmacies.
Écrire au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine)

Toujours satisfait de l'action prompte et inoffensive de l'Anti-Goutteux-Féron.

D' BERTRAND *
Médecin en chef de l'Hôpital
St-Louis — Châlons.

L'Anti-Goutteux-Féron est un remède précieux, surtout chez les chroniques.

D' BASSET
Maire de St-Ouen, Conseiller Général

Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'Anti-Goutteux-Féron.

D' GILBIN
45, Rue d'Odessa — Paris.

J'apprécie beaucoup l'Anti-Goutteux-Féron.

D' RENÉ SIMON
28, Rue des Halles — Paris.